



Association Loi 1901

Saint Arnoult en Yvelines, le 26 février 2019

Madame Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional d'Ile de France
2, rue Simone Veil
93400 Saint Ouen

Madame la Présidente,

Notre Conseil d'administration a jugé nécessaire de vous faire part de quelques remarques suite à votre audition devant la commission du développement durable du Sénat ce 6 février.

Cette audition portait sur des sujets très sensibles pour les franciliens puisqu'il s'agit de leurs mobilités quotidiennes qui conditionnent significativement leurs conditions de vie : le CDG express, le Grand Paris, la L.O.M.

La région disposant de prérogatives très importantes dans ces domaines, il est donc naturel que vos propos aient retenu toute notre attention. Vous affirmez à juste titre, que notre région est riche et dispose des moyens pour financer les projets évoqués. Pour les populations périphériques largement délaissées par l'Etat et la région ces projets ne répondent absolument pas à leurs besoins de transport quotidien. Un profond changement de cap incluant enfin leurs attentes est indispensable.

Les richesses régionales, 650 Md€ dites-vous, n'irriguent pas l'ensemble des territoires et des populations. Nous nous interrogeons donc sur le sens de ces priorités car nous ne les voyons ni répondre à l'amélioration des déplacements quotidiens, ni s'inscrire dans une perspective de moyen terme plus solidaire.

Par contre, ce sont bien tous les franciliens qui acquittent de nouveaux impôts territoriaux liés au Grand Paris, alors que nombre d'entre eux n'auront aucun retour sur investissement et que depuis plusieurs décennies leurs conditions de transport n'ont cessé de se dégrader.

Dans vos propos nous aurions aimé trouver des orientations nouvelles. Or nous devons constater que nous sommes dans la pleine continuité des politiques suivies jusqu'à ce jour.

Oui, tous ces aménagements régionaux vont produire des plus-values pour quelques-uns, mais des difficultés grandissantes pour le plus grand nombre.

Vous exprimez l'idée d'utiliser les bandes d'arrêt d'urgence des autoroutes qui appartiennent à l'Etat sur les derniers 50 kms de Paris. Or, nous vous avons sensibilisée a de nombreuses reprises sur la particularité de l'autoroute A10, payante à 23 kms de Paris, et sur les multiples conséquences négatives de cette particularité. Nos démarches insistantes auprès de vous sont toujours sans réponses.

Par ailleurs, certaines solutions que vous évoquez nous préoccupent sérieusement. Il en est ainsi de la privatisation du réseau ferroviaire francilien (notamment en grande couronne), de celle des aéroports, de la mise en place de péages urbains. Notre expérience relative à la situation du système autoroutier concédé - qui révèle un véritable scandale d'Etat - nous a appris que la défense de l'intérêt général et les défis environnementaux ne peuvent trouver de réponses satisfaisantes dans ces directions.

Nous rejetons peu de touristes dites-vous, mais le tourisme rejette les franciliens de plus en plus loin du centre de la métropole et des principales infrastructures de transports. De la même manière, une région exclusivement tournée vers le tourisme, les grandes manifestations internationales et les affaires ne peut être une région solidaire. Qu'il soit de plus en plus difficile d'accéder aux aéroports est une réalité, mais la galère subie chaque jour par des millions de franciliens est également une réalité. Cette dernière nous semble exiger un traitement d'envergure avec une priorité absolue.

Pour répondre à tous ces enjeux il ne suffit pas de constater avec compassion le sentiment d'abandon des franciliens qui habitent à 30 kms de Paris et passent plus de deux heures par jour dans les transports. Ce qu'ils attendent ce sont des mesures concrètes répondant aux problèmes concrets auxquels ils sont quotidiennement confrontés.

Par exemple, vous mentionnez la perspective de la gratuité des parcs de stationnement autour des gares, c'est une bonne chose. Cependant, concrètement, le modeste agrandissement du parc de stationnement intermodal prévu depuis cinq ans à Longvilliers aux abords de l'A10 est toujours à l'état de projet.

Dans nos précédents courriers nous vous avons posé diverses questions, qui relèvent du simple exercice démocratique, elles gardent toute leur actualité. De même, nous réitérons notre proposition de vous rencontrer personnellement.

Veillez croire, Madame la Présidente, à nos sentiments les plus dévoués.

Jean Claude LAGRON
Président d'A10 GRATUITE